

BMM LONG TERME

RAPPORT ANNUEL 2012

Arrêté au 31 décembre 2012

Société de gestion

MARTIN MAUREL GESTION INSTITUTIONNELLE

17 Avenue HOCHE

75008 PARIS

Société de gestion de portefeuille

agrée par la commission des opérations de bourse

le 20 Decembre 2002 sous le n° GP-02-032

Dépositaire

BANQUE MARTIN MAUREL

43, rue Grignan

13006 MARSEILLE

NATURE JURIDIQUE : FONDS COMMUN DE PLACEMENT

CLASSIFICATION : OPCVM DIVERSIFIE

AFFECTATION DES RESULTATS : PARTS MULTIPLES

• Objectif de gestion :

La gestion vise à reproduire la gestion d'un portefeuille équilibré, lequel compte tenu de ce profil sera exposé à un minimum de 50% au marché de taux, le solde étant exposé au marché actions françaises ou internationales.

• Indicateur de référence :

L'indice de référence retenu est un indice composite. Il sera composé à hauteur de 33,33% de l'indice Dow Jones Eurostoxx, à 33,33% de l'indice EUROMTS 3-5 ans et à 33,33% de l'EONIA. L'indice Dow Jones Eurostoxx est représentatif de l'évolution des marchés actions de la zone euro. Il recouvre environ 300 Sociétés de la zone euro de toutes de capitalisations boursières.. L'indice EUROMTS reflète la cotation des obligations d'une maturité comprise entre 3 et 5 ans. Il sont disponibles sur le site Internet www.euronext.com .

Cet indice composite ne définit pas de manière restrictive, l'univers d'investissement ou l'allocation d'actifs, mais permet à l'investisseur de qualifier la performance et le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le fonds.

L'indice de référence n'inclut pas les dividendes détachés par les actions ou les obligations qui le composent.

• Profil de risque :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque de gestion discrétionnaire et de perte en capital :

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés et/ou sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou les valeurs les plus performantes. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du fonds peut en outre avoir une performance négative. De plus, l'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être totalement restitué.

Risque de taux et de crédit :

Le fonds peut investir dans des produits de taux. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur liquidative du fonds baissera. Par ailleurs, le fonds est également exposé au risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi l'OPCVM peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative.

Risque actions :

Le fonds peut être exposé au maximum à 50% en actions, en cas de baisse des marchés la valeur liquidative du fonds peut baisser. Le fonds peut être investi en actions de petites capitalisations boursières Le volume de ces titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du fonds peut donc baisser plus rapidement et plus rapidement.

Risque lié à la détention d'obligations convertibles :

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la VL de l'OPCVM.

Le détail des risques mentionnés dans cette rubrique et des risques accessoires (risque de change) se trouve dans la note détaillée.

CERTIFICATION DONNEE PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES :

Le document d'information périodique ne fait pas l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes de l'OPCVM

CHANGEMENTS INTERESSANT L'OPCVM :

Le directoire de MARTIN MAUREL GESTION (MMG) a décidé le changement de société de gestion du Fonds en Avril 2012 au profit de MARTIN MAUREL GESTION INSTITUTIONNELLE (MMGI)

RAPPORT DE GESTION BMM LONG TERME 2012

Contexte économique et financier

La performance du marché européen en 2012 a été bonne, malgré un contexte macroéconomique difficile, dans une année où les principales préoccupations en Europe (sur la crise de la dette et l'Union bancaire) et aux Etats-Unis (réélection présidentielle et falaise fiscale) ont connu une issue positive. L'indice DJ Eurostoxx progresse de 15,5%, grâce en partie à la politique énergique et volontariste de la BCE tout au long de l'année, qui a déclaré être « prête à tout pour préserver l'euro ». Mario Draghi a d'abord mis en place le refinancement des banques (LTRO) en début d'année : la BCE a en effet accordé 530 Mds€ de liquidités le 29 février lors du deuxième tour de ce programme aux 800 banques candidates (contre 500 lors du premier refinancement). Ce flot de liquidités apporté par Mario Draghi a rassuré les marchés quelque temps mais la BCE a dû intervenir de nouveau face à la forte hausse des taux longs de l'Espagne et l'Italie pendant l'été. La BCE a alors assuré le financement des Etats en septembre avec l'annonce d'un plan de rachat de dette sans limite de montant et sur des maturités allant de 1 à 3 ans. Ce programme baptisé « Outright Monetary Transactions » (ou OMT), prévoit le rachat de dette des pays ayant au préalable fait appel à l'aide des fonds de secours, l'EFSF, ou son futur successeur l'ESM. De plus, la zone euro termine l'année sur un accord définissant la mise en place du plan de supervision bancaire. En négociation depuis plusieurs mois, les ministres de la zone euro sont parvenus à un compromis sur la supervision des banques en Europe : un seuil de 30Mds€ d'actifs ou un ratio actifs/PIB de 20% au dessus duquel la supervision relèvera de la BCE, soit environ 200 établissements.

Par ailleurs, la crise de la dette en Europe a vu sa résolution partielle, l'échange de dette Grecque en début d'année a permis une forte réduction de l'exposition des créanciers privés (de 63% à 25% de la dette), et un fin d'année, un second rachat de dette de 30 milliards d'euros avec une décote de 65%, et l'annonce d'une recapitalisation des banques pour un montant de 16 milliards d'euros ont rassuré les investisseurs. En Espagne, il n'y a pas eu d'appel à l'aide du pays mais les banques ont été recapitalisées. Pour atteindre les objectifs de déficit budgétaire fixés par Bruxelles, Madrid a mis en place, en début d'année un plan de réduction des dépenses publiques. Parallèlement, le gouvernement de Rajoy s'est attelé à une réforme du secteur financier, et ce sous la pression de ses homologues européens. Deux décrets avaient avancés (en février et mai) un provisionnement plus élevé de l'exposition immobilière (promoteurs et actifs physiques) mais cela n'a pas suffi à rassurer les marchés qui mettaient en doute la capacité du secteur à absorber ne serait-ce que ces premiers ajustements. Cette méfiance s'est vue confirmée par la faillite de Bankia qui a demandé une recapitalisation de 19Md€ pour 17Md€ de provisions. A la lumière de celle-ci et de l'écartement de taux longs espagnols (l'emprunt d'Etat à 10 ans atteignant 7,2% en juin), le gouvernement s'est vu obligé d'accepter une ligne de crédit de 100 milliards d'euros de l'Union Européenne pour recapitaliser ses banques à la hauteur nécessaire. Ceci n'a pas suffi à calmer les marchés qui ont continué à exiger des rémunérations élevées et a nécessité la mise en place du programme d'aide aux Etats (OMT) par la BCE. Les taux se sont ensuite fortement contractés et l'Espagne n'a pas souhaité faire appel à ce programme.

Aux Etats-Unis, après la réélection de Barack Obama, la reconduction des deux chambres avec des majorités opposées a entraîné des négociations difficiles sur le budget, notamment

sur le Fiscal Cliff et le seuil de dette. Après plusieurs semaines de négociations intenses, démocrates et républicains ont finalement trouvé un compromis évitant ainsi d'essayer de plein fouet le choc du mur budgétaire et une récession en 2013. Il prévoit une augmentation des impôts pour les ménages aux revenus supérieurs à 450 000 \$. Malgré un délai de deux mois permettant la négociation du plafond de la dette, ce problème reste entier. De son côté, la Fed a lancé son plan d'assouplissement monétaire en septembre, sur une durée illimitée.

Enfin, en terme de croissance mondiale, le rythme de l'économie chinoise était en diminution (exportations stagnantes, ainsi que la production industrielle). La Banque centrale chinoise est intervenue en baissant ses taux directeurs dès le milieu d'année. Les prévisions de croissance ont malgré cela été révisées à la baisse pour 2012 et 2013, cependant, l'embellie semblait se dessiner à la fin de l'année avec un produit intérieur brut (PIB) en hausse de +7,4% au troisième trimestre et un rebond des indicateurs macro-économiques. Cette faiblesse temporaire de l'économie chinoise est à mettre en relation avec le 18^{ème} congrès du Parti communiste chinois (PCC), et le renouvellement des plus hauts dirigeants au pouvoir, Li Keqiang et Xi Jinping ont succédé à Wen Jiabao (premier ministre) et Hu Jintao (président). Le Japon n'a pas été épargné et le ralentissement de l'activité du pays a également amené la banque centrale du Japon à assouplir à nouveau sa politique monétaire en septembre.

Performances sectorielles et pays

Parmi les secteurs, les sociétés de télécommunication et de services publics enregistrent les plus fortes baisses (-22,7% et -8,8% respectivement) soumises à des pressions concurrentielles et réglementaire de plus en plus forte. A l'inverse, les valeurs cycliques, dont l'automobile, la chimie et les transports bondissent de 35,3%, 31,5% et 30,6%. A noter également la performance des sociétés financières, avec + 34,1% pour les assureurs et +12,6% pour les banques.

A l'échelle régionale, les meilleures performances concernent l'Allemagne, avec +29%, mais également la Grèce, qui rebondit de 33,4%, après le soulagement lié à l'échange de dette, la pire performance est l'Espagne avec -4,6%, alors que l'Italie affiche +7,8%.

Perspectives 2013

La croissance restera faible au niveau mondial et un certain nombre de pays européens demeureront en récession. Les banques centrales seront donc toujours à la manoeuvre et les regards des marchés resteront braqués sur leur comportement. La liquidité monétaire sera toujours abondante, après les déclarations des différentes banques centrales, et de nature à provoquer des bulles ponctuelles dans certaines zones. Les problèmes de dettes souveraines resteront au premier rang des préoccupations des marchés tant qu'une dynamique de croissance perceptible ne sera pas détectée (la dette publique française a atteint 89,9% du PIB au troisième trimestre de l'année).

Les pays émetteurs ont donc tout intérêt à maintenir la « répression financière », c'est-à-dire leur volonté de conserver, par des actions ciblées, les taux des fonds d'état à des niveaux très bas pour limiter le coût de leur dette nationale. Cette démarche, favorable aux emprunteurs, ne peut qu'être défavorable aux prêteurs. Les investisseurs, constatant cette situation de faible rendement futur encore renforcée après prise en compte de l'inflation, n'auront d'autres choix, souvent par défaut, que de se tourner vers des classes d'actifs mieux rémunérées mais

plus risquées. Ils continueront de s'intéresser aux marchés de la dette privée et à haut rendement, mais après le constat du chemin de baisse des taux déjà parcouru et de la hausse légère du taux de défaut, ils devraient probablement s'intéresser aussi aux actions. Ces dernières, continuent d'être très peu détenues par les investisseurs institutionnels, en raison des règles prudentielles, et n'ont pas encore retrouvé la faveur des investisseurs privés.

Politique de gestion

Dans ce contexte d'avancées de la gouvernance européenne et de baisse de l'aversion au risque, l'exposition aux actions, qui était de 32% au début de l'exercice, a été progressivement augmentée, à partir de l'été principalement à 35%. A noter cette année également, la mise en place d'une gestion active et tactique de la poche action par le biais de contrat DJ Eurostoxx.

Un des principaux paris de l'année a été la santé, représentant 8% de l'actif en début et 12% en fin de période, après avoir enregistré un pic 14% au cours de l'été : Sanofi, UCB, Fresenius, et Bayer notamment. En effet, ces sociétés ont remanié leur profil bénéficiaire, en diversifiant leurs activités et en réinvestissant dans de nouveaux produits, tout en présentant des valorisations intéressantes. Un autre pari a été les financières, en raison de l'amélioration des bilans et de l'accès à la liquidité, de 16% du portefeuille en début d'année, elles représentent 22% de l'actif en fin de période, avec de plus une rotation sectorielle au sein de la poche, des valeurs plutôt défensives (Scor, Allianz, GBL) détenues en début d'exercice vers des valeurs à plus fort bêta (SG, Banca Intesa). Ces achats ont été réalisés au détriment des valeurs des télécommunications (Deutsche Telekom, Telefonica) et de services publics (GDF Suez, Fortum) notamment, dont les perspectives bénéficiaires n'ont cessé de se dégrader face à l'augmentation de la pression concurrentielle et réglementaire.

Par ailleurs, la poche d'obligations convertibles a progressivement été amenée à 4% de l'actif, sur des émissions à caractère mixte.

Dans ce contexte très volatil, l'exposition aux actions, qui était de 38% au début de l'exercice, a été ramenée à 33%, soit une exposition neutre, dans le courant de l'été, et maintenue ainsi jusqu'à la fin de l'année.

Les placements de taux ont baissé sur l'année 2012 de 65,9 % à 60,9 % de l'actif dont 3,3% en placements monétaires.

Nous avons légèrement augmenté la partie du fonds investie sur des maturités inférieures à 2 ans qui est passée de 5 % à 8,5 % malgré les ventes en fin d'année des obligations Vodafone 2012, EDF 2013, Metro 2013, GDF 2014, Danone 2014, Total 2014. Par contre, la partie investie en obligations supérieures à 2 ans a diminué de 30 % à 26 %. Néanmoins, nous avons participé à plusieurs reprises au marché primaire, notamment au cours du premier trimestre avec des achats de Daimler 2015 à 1,83 %, Intesa 2017 à 5,04 %, Société Générale 2017 à 3,82 % par arbitrage de 12/2013 à 2,26 % et de 09/2013 à E3M+0,88 % et Foncière des régions 2018 à 3,70% (en novembre). En fin d'année, nous avons de nouveau profité d'une forte activité sur le marché primaire pour nous exposer au marché italien par le biais d'émetteurs financiers ou corporate : Unicredito 2015 à 4,48 %, Finmeccanica 2017 à 4,14%. Nous avons également initié des lignes de Telecom Italia 2017 à 3,18% et de BTP 2018 à 3,67%. L'exposition à l'Italie s'élève à 9 % à fin décembre 2012. Parallèlement, nous avons

allégé nos positions sur les emprunts souverains allemands et français : Bund 2017 au premier trimestre et en fin d'année Bund 2015, OAT 2014 sur des niveaux de taux proches de 0 %. Nous avons arbitré une obligation Bouygues 2015 contre Bouygues 2013 avec un gain de 90+pb. Par ailleurs, la partie investie en OPCVM obligataire référencé sur l'EuroMTS 3-5 ans est restée stable à 3 %.

La partie investie en obligations indexées sur l'inflation est quasiment stable à 10 % malgré l'allègement de l'OATei 2015 en taux réel négatif en début d'année.

Avec la forte baisse des taux monétaire et l'écrasement des marges, nous avons diminué la partie investie en obligations à taux variable de 15 % à 10 % de l'actif. Nous avons vendu au deuxième trimestre l'obligation CFM et au dernier trimestre l'obligation BFCM sur des niveaux de E3M+0,06%. Au troisième trimestre, l'obligation Crédit Mutuel Arkéa a été remboursée. Nous avons également arbitré en début d'année une obligation Société Générale 03/2012 à E3M-0.42 % contre 01/2013 à E3M+0.53%.

Au 31 décembre 2012 la performance de l'OPCVM ressort à +7,43% (Part P), +8,74% (Part I) et +5,68% hors coupon (Part D) depuis le 30 décembre 2011 . La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPCVM et n'est pas constante dans le temps. Les VL ressortent à 41,21 (P), 33,81 (D) et 111 741,04 (I) pour un actif net global de 107 900 643,00.

Procédure de choix des intermédiaires

Chaque année les intermédiaires financiers sont sélectionnés par l'ensemble des gérants de la société de gestion sur la base d'une série de critères de qualité de service (qualité de la recherche, qualité des conseils boursiers, qualité de l'exécution, du traitement administratif des ordres en front office...).

Une liste limitative est établie puis soumise au comité des risques boursiers qui la valide sur le plan du risque de contrepartie.

La Société de Gestion ne perçoit aucun pourcentage sur les commissions de mouvements nettes de courtages aux intermédiaires chargés de l'exécution des ordres. (Cette répartition n'a pas été auditée par les commissaires aux comptes).

Politique des droits de vote :

L'exercice des droits de vote attachés aux titres des sociétés détenus en portefeuille s'est exercé en toute indépendance dans l'intérêt exclusif des porteurs.

BILAN ACTIF AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011
Immobilisations nettes		
Dépôts et Instruments financiers		
Dépôts		
Actions et valeurs assimilées	35 576 677,78	36 063 723,48
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	35 576 677,78	36 063 723,48
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	63 887 914,93	73 523 798,27
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	63 887 914,93	73 523 798,27
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	1 299 766,04	1 995 930,08
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	1 299 766,04	1 995 930,08
Titres de créances négociables	1 299 766,04	1 995 930,08
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Parts d'organismes de placement collectif	4 806 716,32	4 822 907,03
OPCVM européens coordonnés et français à vocation générale	4 806 716,32	4 822 907,03
OPCVM à vocation générale réservés à certains investisseurs		
Fonds d'investissement et FCC cotés		
Fonds d'investissements et FCC non cotés		
Opérations temporaires sur titre		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pensions		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
Autres instruments financiers		14 081,40
Créances	95 400,00	1 441,34
Opérations de change à terme de devises		
Autres	95 400,00	1 441,34
Comptes financiers	2 436 363,53	35 292,07
Liquidités	2 436 363,53	35 292,07
Comptes à terme		
Pensions non livrées		
Total de l'actif	108 102 838,60	116 457 173,67

BILAN PASSIF AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011
Capitaux propres		
Capital	106 587 615,62	114 307 965,63
Report à nouveau	91 374,84	10 705,94
Résultat	1 221 652,54	1 958 059,35
Total des capitaux propres	107 900 643,00	116 276 730,92
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers		
Opérations de cessions sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives titres donnés en pension		
Dettes représentatives titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
Dettes	202 195,60	180 442,75
Opérations de change à terme de devises		
Autres	202 195,60	180 442,75
Comptes financiers		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
Total du passif	108 102 838,60	116 457 173,67

HORS-BILAN AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	DJ EURO STOXX 50	
	1 046 000,00	
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers		
Produits sur actions et valeurs assimilées	1 341 710,26	2 178 916,25
Produits sur obligations et valeurs assimilées	2 092 701,61	2 202 320,87
Produits sur titres de créances	22 979,88	40 241,65
Produits sur acquisitions/cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
Total I	3 457 391,75	4 421 478,77
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions/cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières		
Autres charges financières		
Total II		
Résultat sur opérations financières (I-II)	3 457 391,75	4 421 478,77
Autres produits (III)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	2 112 936,91 -	2 384 829,11 -
Résultat net de l'exercice (I-II+III-IV)	1 344 454,84	2 036 649,66
Régularisation des revenus (V)	122 802,30 --	78 590,31 -
Acomptes versés au titre de l'exercice (VI)		
Résultat (I-II+III-IV+/-V-VI)	1 221 652,54	1 958 059,35

ANNEXE
Exercice clos le 31/12/2012

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'organisme s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM (Règlement du CRC n° 2003-02 du 2 octobre 2003).

Les comptes relatifs au portefeuille titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisés sur la base du prix d'acquisition, frais exclus. Toute sortie génère une plus value ou une moins value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPCVM valorise son portefeuille à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché de méthodes financières.

La différence valeur d'entrée - valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en "différence d'estimation du portefeuille"

Mode de valorisation des instruments financiers et des instruments à terme par type d'instrument.

- Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché.
- Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :
- Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égal à 3 mois, sont valorisés selon la méthode linéaire.
- Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours d'ouverture, les titres étrangers au dernier cours de clôture connu.
- Les actions et obligations faisant l'objet de couverture ou d'arbitrage par des positions sur les marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de clôture du jour.
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.
- Les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.
- Les parts ou actions d'O.P.C.V.M. sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
- Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
- Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.
- Les contrats :
 - Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.
 - La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.
 - La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.
 - Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.
 - Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.
 - Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.
 - Les actions et les obligations sont évaluées sur la base des cours extraits de la base de données Finalim en fonction de leur place de cotation. Les possibilités de recherche sont complétées par des écrans de consultation de Reuters et des écrans de consultation de la société Bloomberg :
 - Asie-Océanie : extraction à 8 h à date de calcul VL+1 pour une cotation au cours d'ouverture à la date VL
 - Amérique : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours d'ouverture à la date VL
 - Europe : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours d'ouverture à la date VL
 - Contributeurs : extraction à 8 h à date de calcul VL+1 pour une cotation au cours d'ouverture à la date VL
 - Les positions sur les marchés à terme fermes à chaque valeur liquidative sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.
 - Les positions sur les marchés à terme conditionnels à chaque valeur liquidative sont évaluées selon les principes employés pour leur sous-jacent.

Mode de comptabilisation pour l'enregistrement des produits des titres de à revenu fixe

Le produit des obligations, des titres participatifs, des effets publics et des créances de toute nature, détenus par le fonds s'entend des produits encaissés entre la date d'acquisition ou de la précédente clôture et la date d'arrêté. Il est inscrit en revenus distribuables selon la méthode des coupons encaissés.

Mode d'enregistrement des frais d'acquisition de titres

Les frais d'acquisitions sont imputés aux comptes de frais de négociation de l'OPCVM.

Mode de calcul des frais de gestion

Les frais de gestion sont imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.

Les frais de gestion recouvrent les charges liées à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des actifs, à la distribution des avoirs et aux contrôles du dépositaire

Les frais de gestion sont calculés sur la base de l'actif brut déduction faite des parts d'OPCVM du groupe MARTIN MAUREL

Prise en compte des critères sociaux , environnementaux et de qualité de gouvernance :

Le gestionnaire de l'OPCVM prend en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans ses décisions de gestion sans toutefois que ces critères constituent des éléments systématiques d'exclusion ou d'inclusion des titres analysés.

Notre analyse s'applique uniquement aux émetteurs entreprises. Nous établissons une note pondérée des trois critères qui correspond à 50 % pour l'aspect gouvernance, 25 % pour l'aspect environnemental et 25 % pour l'aspect social. Les notes sur chaque critère sont établies à partir des données recueillies à diverses sources notamment Bloomberg, Alpha Value, Factset et sur le site internet des sociétés (rapports annuels et rapports spéciaux le cas échéant).

TABLEAU D'EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2012

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011
Actif net en début d'exercice	116 276 730,92	132 755 995,92
Souscriptions (y compris com. de sous. acquises à l'OPCVM)	14 055 910,12	13 019 040,31
Rachats (sous déduction des com. rachat acquises à l'OPCVM)	29 671 117,40 -	21 137 276,96 -
Plus values réalisées sur instruments financiers	4 605 217,94	2 727 647,86
Moins-value réalisées sur instruments financiers	5 089 634,86 -	2 794 668,72 -
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions	332 084,17 -	230 786,02 -
Différence de change		
Variation différence estimation instr.financiers	7 578 508,48	9 643 472,34 -
Différence d'estimation exercice N	3 024 486,48 -	10 602 994,96 -
Différence d'estimation exercice N-1	10 602 994,96 -	959 522,62 -
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
Différence d'estimation exercice N		
Différence d'estimation exercice N-1		
Distribution de l'exercice antérieur	867 342,88 -	456 398,80 -
Résultat net de l'exercice avant régularisation	1 344 454,84	2 036 649,66
Acomptes versés au cours de l'exercice		
Autres éléments	0,01	0,01
Actif net en fin d'exercice	107 900 643,00	116 276 730,92

1- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

VENTILATION DU POSTE 'OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES' ETCN

BMM LONG TERME

	Marché réglementé	Marché non réglementé
Obligations et valeurs assimilées	63 887 914,93	
Obligations indexées	15 979 206,75	
Obligations convertibles	2 391 235,00	
Titres participatifs	787 614,20	
Autres obligations	44 729 858,98	
Titres de créances négociables	1 299 766,04	
Bons du Trésor		
Les certificats de dépôts	1 299 766,04	
Les billets de trésorerie		
Les bons à moyen terme négociables (BMTN)		
Autres titres de créances		

3 - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

VENTILATION DU POSTE 'OPÉRATIONS DE CÉSSIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS'

BMM LONG TERME

	Actions	Obligations	TCN	Autres
Instruments financiers reçus en pensions cédés				
Instruments financiers empruntés cédés				
Instruments financiers acquis à réméré cédés				
Instruments financiers vendus à découvert				

4 - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

VENTILATION DES RUBRIQUES DU HORS BILAN PAR TYPE DE MARCHÉ

BVM LONG TERME

Opérations de couverture	Taux	Action	Change	Autres
Engagements sur les marchés				
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				
Autres opérations				
Engagements sur les marchés		1 046 000,00		
Engagements de gré à gré				
Autres engagements				

5 - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

BHM LONG TERME

VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, PASSIF, HORS BILAN

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilés	52 940 341,64	10 947 573,29		
Titres de créances	1 299 766,04			
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				
Passif				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations	1 046 000,00			

6 - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, PASSIF, HORS BILAN

BMM LONG TERME

	0-3 mois	3 mois-2ans	2ans-5ans	> 5ans
Actif				
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilées	2 702 827,28	18 031 238,28	30 642 107,76	12 511 741,59
Titres de créances	1 299 766,04			
Opérations temporaires de titres				
Comptes financiers				
Passif				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations		1 046 000,00		

8- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

VENTILATION PAR NATURE DES CREANCES ET DES DETTES

BMM LONG TERME

Créances	
Opérations de change à terme de devises	
Retrocessions sur OPC externes	
Avoir fiscal à récupérer	
Coupons à recevoir	
Dépôt de garantie	95 400,00
Ventes différées	
Intérêts à recevoir sur swaps de taux	
marché à terme	
Droits d'entrée entreprise	
Dettes	
Budget de fonctionnement	
Droits d'entrée	
Intérêts à payer sur swaps de taux	
Marché primaire	
Frais de gestion	170 289,14
Dépôts de garantie	
Achats différés	
Taxes diverses	31 906,45
Commissions bancaires	

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2012 EN EUR

NOMBRE DE TITRES EMIS ET RACHETES

BMM LONG TERME

		En nombre	En montant
Nombre de parts émises de type	D	47 006,0000	1 547 436,60
Nombre de parts rachetées de type	D	189 583,0000	6 151 149,72
TOTAL parts de type	D	142 577,0000-	4 603 713,12 -
Nombre de parts émises de type	I	65,0000	7 133 449,78
Nombre de parts rachetées de type	I	44,0000	4 885 816,56
TOTAL parts de type	I	21,0000	2 247 633,22
Nombre de parts émises de type	P	131 288,00	5 443 886,76
Nombre de parts rachetées de type	P	462 294,00	18 386 411,58
TOTAL parts de type	P	331 006,00 -	12 942 524,82 -
Nombre de parts émises de type			
Nombre de parts rachetées de type			
TOTAL parts de type			
Nombre de parts émises de type			
Nombre de parts rachetées de type			
TOTAL parts de type			

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2012 EN EUR

COMMISSIONS DE SOUSCRIPTIONS ET DE RACHATS

EMM LONG TERME

	Souscriptions	Rachats
Montants perçus	68 863,02	247 739,54
Montants rétrocedés à des tiers	68 863,02 -	247 739,54 -
Montants acquis à l'OPCVM		

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

Frais de gestion fixes (en % de l'actif net moyen)	D	1,92 -
Frais de gestion variables (en montant)	D	
Frais de gestion indirects (en % de l'actif net moyen)	D	

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

Frais de gestion fixes (en % de l'actif net moyen)	I	0,72 --
Frais de gestion variables (en montant)	I	
Frais de gestion indirects (en % de l'actif net moyen)	I	

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

FRAIS DE GESTION AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

Frais de gestion fixes (en % de l'actif net moyen)	P	1,92 -
Frais de gestion variables (en montant)	P	
Frais de gestion indirects (en % de l'actif net moyen)	P	

AUTRES INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

Valeur boursière des titres faisant l'objet d'une acq.temp.	
Valeur boursière des titres constitutifs dépôts de garantie	
Titres reçus en garantie non inscrits en portefeuille titres	
Titres donnés en garantie et maintenus en portefeuille titre	
Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de Gestion ou aux gestionnaires financiers et OPCVM gérés par ces entités	4 806 716,32

ACOMPTES VERSES DURANT L'EXERCICE AU 31/12/2012

BMM LONG TERME

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
Total accomplis					

10-COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	D	31/12/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Actif net	D	52 866 487,17	54 575 098,23	61 812 064,07	64 208 647,73	63 553 605,92
Nombre de parts en début d'exercice	D	1 706 201,0000	1 799 768,0000	1 869 845,0000	2 003 745,0000	2 088 617,0000
Nombre de parts émises	D	47 006,0000	79 853,0000	99 084,0000	68 689,0000	33 803,0000
Nombre de parts rachetées	D	189 583,0000	173 420,0000	169 161,0000	202 589,0000	118 675,0000
TOTAL	D	1 563 624,0000	1 706 201,0000	1 799 768,0000	1 869 845,0000	2 003 745,0000
Valeur liquidative unitaire	D	33,81	31,99	34,34	34,34	31,72
En capital	D	33,69	31,46	34,52	31,77	30,29
En revenu	D	0,11	0,52	0,18	-	1,43
Distribution unitaire	D					
Crédit d'impôts	D					
Capitalisation unitaire	D					

10-COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	I	I	I	I	I	I
	31/12/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	
Actif net	I	I	I	I	I	I
	5 251 828,67	2 671 686,53	757 483,37	104 559,61	93 894,08	
Nombre de parts en début d'exercice	I		1,0000	1,0000		
	26,0000	7,0000	1,0000	1,0000		
Nombre de parts émises	I		7,0000			
	65,0000	35,0000	7,0000			
Nombre de parts rachetées	I		1,0000			
	44,0000	16,0000	1,0000			
TOTAL	I	I	I	I	I	I
	47,0000	26,0000	7,0000	1,0000	1,0000	
Valeur liquidative unitaire	I		108 211,91	104 559,61	93 894,08	
	111 741,04	102 757,17	108 211,91	104 559,61	93 894,08	
En capital	I		107 500,73	95 900,41	89 175,82	
	110 039,58	99 752,67	107 500,73	95 900,41	89 175,82	
En revenu	I		711,17	8 659,20	4 718,26	
	1 701,45	3 004,49	711,17	8 659,20	4 718,26	
Distribution unitaire	I					
Crédit d'impôts	I					
Capitalisation unitaire	I					

10-COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS AU 31/12/2012 EN EUR

TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

BMM LONG TERME

	31/12/2012	30/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Actif net	P 49 782 327,16	59 029 946,15	70 186 448,48	71 683 475,60	64 234 173,58
Nombre de parts en début d'exercice	P 1 538 952,0000	1 716 995,0000	1 793 188,0000	1 769 106,0000	1 829 088,0000
Nombre de parts émises	P 131 288,0000	167 773,0000	236 171,0000	250 180,0000	53 659,0000
Nombre de parts rachetées	P 462 294,0000	345 816,0000	312 364,0000	226 098,0000	113 641,0000
TOTAL	P 1 207 946,0000	1 538 952,0000	1 716 995,0000	1 793 188,0000	1 769 106,0000
Valeur liquidative unitaire	P 41,21	38,36	40,88	39,98	36,31
En capital	P 41,06	37,71	41,09	36,97	34,70
En revenu	P 0,15	0,64	0,21	3,01	1,61
Distribution unitaire	P				
Crédit d'impôts	P				
Capitalisation unitaire	P				

INVENTAIRE AU 31/12/2012 EN EUR

Page 1

BMM LONG TERME

Code valeur	Libellé valeur	Quantité	Valeur boursière	Dev.	%Actif
ACTIONS ET ASSIMILEES					
BE0003797140	GROUPE BRUXELLES	13 306,00	797 029,40	EUR	0,739
BE0003810273	BELGACOM SA	25 000,00	555 625,00	EUR	0,515
DE0005140008	DEUTSCHE BANK	8 500,00	282 157,50	EUR	0,261
DE0005785604	FRESENIUS	8 500,00	743 410,00	EUR	0,689
DE0007236101	SIEMENS	16 500,00	1 361 250,00	EUR	1,262
DE0008404005	ALLIANZ A.G. HOLDING	6 000,00	634 500,00	EUR	0,588
DE000ALEWWO	ADIDAS SALOMON AG	7 000,00	470 680,00	EUR	0,436
DE000BASF111	BASF AG	7 000,00	502 390,00	EUR	0,466
DE000BAY0017	BAYER	10 500,00	759 885,00	EUR	0,704
DE000ENAG999	E.ON AG	33 000,00	466 950,00	EUR	0,433
ES0112501012	EBRO PULEVA SA	36 364,00	536 732,64	EUR	0,497
ES0113211835	BANCO BILBAO VISCAYA	90 107,00	623 540,44	EUR	0,578
ES0113900J37	BANCO SANTANDER CENTRAL HISPAN	128 449,00	770 694,00	EUR	0,714
ES0178430E18	TELEFONICA DE ESPANA	35 921,00	359 569,21	EUR	0,333
FI0009000681	NOKIA ACT "A"	100 000,00	301 600,00	EUR	0,280
FR0000073298	IPSOS	14 160,00	395 064,00	EUR	0,366
FR0000077919	JC DECAUX	18 000,00	320 760,00	EUR	0,297
FR0000120073	AIR LIQUIDE	11 800,00	1 106 840,00	EUR	1,026
FR0000120164	CGG VERITAS (ex GEOPHYSIQUE)	12 124,00	272 668,76	EUR	0,253
FR0000120172	CARREFOUR	16 500,00	315 975,00	EUR	0,293
FR0000120271	TOTAL	35 000,00	1 354 850,00	EUR	1,256
FR0000120321	L'OREAL	6 000,00	627 300,00	EUR	0,581
FR0000120404	ACCOR	15 500,00	406 720,00	EUR	0,377
FR0000120560	NEOPOST	13 000,00	520 715,00	EUR	0,483
FR0000120578	SANOFI-AVENTIS	22 000,00	1 540 440,00	EUR	1,428
FR0000120628	AXA	55 128,00	723 003,72	EUR	0,670
FR0000120644	DANONE	15 000,00	736 725,00	EUR	0,683
FR0000121253	RUBIS ET CIE	12 000,00	619 440,00	EUR	0,574
FR0000121329	THALES	20 831,00	543 480,79	EUR	0,504
FR0000121667	ESSILOR INTERNATIONAL	10 000,00	751 000,00	EUR	0,696
FR0000125338	CAP-GEMINI	12 000,00	397 680,00	EUR	0,369
FR0000125486	VINCI	18 500,00	658 970,00	EUR	0,611
FR0000125585	CASINO GUICHARD-PERRACHON	6 000,00	429 000,00	EUR	0,398
FR0000127771	VIVENDI UNIVERSAL	67 105,00	1 137 429,75	EUR	1,054
FR0000130213	LAGARDERE	23 000,00	576 380,00	EUR	0,534
FR0000130403	CHRISTIAN DIOR S.A	4 500,00	573 750,00	EUR	0,532
FR0000130809	SOCIETE GENERALE	33 111,00	927 108,00	EUR	0,859
FR0000131104	BNP / PARIBAS	37 075,00	1 557 335,38	EUR	1,443
FR0000133308	FRANCE TELECOM	105 337,00	865 870,14	EUR	0,802
FR0000184798	ORPEA	13 300,00	444 486,00	EUR	0,412
FR0010096479	BIOMERIEUX	6 000,00	429 000,00	EUR	0,398
FR0010208488	GDF SUEZ	25 000,00	384 250,00	EUR	0,356
FR0010220475	ALSTOM REGROUPEMENT	22 000,00	657 250,00	EUR	0,609
FR0010221234	EUTELSAT COMMUNICATIONS	28 000,00	694 540,00	EUR	0,644
FR0010340141	AEROPORT DE PARIS PROMESSE	8 500,00	495 550,00	EUR	0,459
FR0010411983	SCOR REGROUPEMENT	20 000,00	411 000,00	EUR	0,381
FR0010533075	GROUPE EUROTUNNEL	65 000,00	376 870,00	EUR	0,349
IE0001827041	CRH	40 000,00	603 400,00	EUR	0,559
IT0000072618	INTESA SANPAOLO	730 350,00	966 253,05	EUR	0,896
IT0003128367	ENEL	200 000,00	640 800,00	EUR	0,594
IT0003132476	E N I SPA	72 000,00	1 342 800,00	EUR	1,244
IT0003849244	DAVIDE CAMPARI	72 000,00	417 240,00	EUR	0,387
NL0000235190	EADS	18 000,00	527 220,00	EUR	0,489
NL0006144495	REED ELSEVIER	60 000,00	661 500,00	EUR	0,613
SOUS-TOTAL		2 489 968,00	35 576 677,78		
OBLIGATIONS ET ASSIMILEES					
DE0001135317	BUND 3.75% 04/01/17	2 000 000,00	2 359 580,32	EUR	2,187
DE000A1MLSR4	DAIMLER 1.75% 21/08/2015	1 300 000,00	1 344 511,65	EUR	1,246
FR0000140014	TP RENAULT 83 24/10/2020	2 524,00	787 614,20	EUR	0,730
FR0010206276	VEOLIA ENV 1.75% 06/15	2 610 000,00	3 092 276,01	EUR	2,866
FR0010359679	CADES indexée 1.85% 25/07/17	1 000 000,00	1 242 453,16	EUR	1,151
FR0010633974	BOUYGUES 6.125% 03/07/15	2 000 000,00	2 311 986,58	EUR	2,143
FR0010718189	GDF SUEZ 5% 23/02/2015	1 000 000,00	1 132 922,95	EUR	1,050
FR0010775098	MAUREL&PROM 7.125% 31/07/14 OC	31 000,00	568 850,00	EUR	0,527
FR0010827055	CV FAURECIA 4.5% 01/01/15	20 500,00	407 745,00	EUR	0,378
FR0010850032	OATI indexée 1.30% 25/07/2019	3 500 000,00	4 186 257,57	EUR	3,880
FR0010956748	BPC EURIB 3 29/10/13	2 700 000,00	2 719 579,73	EUR	2,520
FR0010998187	PIERRE ET VACAN. 4% 01/10/15	13 250,00	1 001 700,00	EUR	0,928
FR0011003672	CADES indexée 1.50% 25/07/21	1 600 000,00	1 888 678,81	EUR	1,750
FR0011050111	FONC REG 3.34% 01/01/2017	15 000,00	1 395 000,00	EUR	1,293
FR0011157726	VIVENDI 3.875% 30/11/15	1 400 000,00	1 500 297,54	EUR	1,390
FR0011321363	CV FAURECIA 3.25% 01/01/18	22 000,00	412 940,00	EUR	0,383
FR0011345545	FONC REG 3.875% 16/01/2018	1 900 000,00	2 026 290,13	EUR	1,878
IT0004273493	ITALIE 4.50% 01/02/18	3 000 000,00	3 209 960,88	EUR	2,975
PTPETROM0005	PARPUBLICA SGPS 5.25% 10-17	400 000,00	422 928,22	EUR	0,392
XS0260896542	SCHNEIDER 4.5% 17/01/14	2 000 000,00	2 158 199,68	EUR	2,000
XS0405121368	BNPPAR 5% 16/12/13	3 150 000,00	3 291 292,59	EUR	3,050
XS0424686573	MICHELIN LUX 8.625% 24/04/14	1 400 000,00	1 630 036,30	EUR	1,511
XS0451689565	BMW FIN 4% 27/09/14	2 000 000,00	2 138 113,70	EUR	1,982
XS0493818834	CA LONDON EURB3 12/03/13	2 700 000,00	2 702 827,28	EUR	2,505
XS0627162075	RABOBANK E3M 19/05/14	2 800 000,00	2 809 887,28	EUR	2,604
XS0640796032	BQUE PSA 4% 24/06/15	2 000 000,00	2 091 843,84	EUR	1,939
XS0683565476	SAINT GOBAIN 3.50% 30/09/15	2 000 000,00	2 140 043,84	EUR	1,983
XS0693940511	TELECOM ITALIA 7.00% 20/01/17	2 000 000,00	2 457 249,72	EUR	2,277
XS0750763806	INTESA SAN PAOLO 28/02/17	700 000,00	785 077,92	EUR	0,728
XS0751525311	SG 3.75% 01/03/2017	2 500 000,00	2 815 464,05	EUR	2,609
XS0751533414	STE GENERALE EURIB 01/09/13	2 700 000,00	2 715 279,00	EUR	2,516

..../..

INVENTAIRE AU 31/12/2012 EN EUR

BMM LONG TERME

Code valeur	Libellé valeur	Quantité	Valeur boursière	Dev.	%Actif
XS0827818203	UNICREDITO 4.375% 11/09/2015	1 900 000,00	2 029 494,10	EUR	1,881
XS0861828407	FINMECCANICA FI 4.375%05/12/17	2 000 000,00	2 111 532,88	EUR	1,957
	SOUS-TOTAL	54 364 274,00	63 887 914,93		
OPCVM					
FR0007085063	MMGI EUROMIX ACTIONS P	4 324,00	698 801,64	EUR	0,648
FR0010275644	BMM OBLIGATIONS parts I	26,00	3 464 730,10	EUR	3,211
FR0010909531	BMM SENIOR PLUS parts P	2 595,00	284 749,35	EUR	0,264
LU0401812531	PRAETOR GLOBAL WATER B	1,00	114,33	EUR	
LU0491008172	PRAETOR GLOBAL WATER I'	3 570,00	358 320,90	EUR	0,332
	SOUS-TOTAL	10 516,00	4 806 716,32		
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES					
FR0120267945	CD CRCA 1.47% 18/02/13	1 300 000,00	1 299 766,04	EUR	1,205
	SOUS-TOTAL	1 300 000,00	1 299 766,04		
MARCHE A TERME FERME					
DJE	DJ EURO STOXX 50	40,00	8 400,00	- EUR	0,008-
	SOUS-TOTAL	40,00			
TOTAL PORTEFEUILLE			105 571 075,07		
DISPONIBILITES			2 329 567,94		
ACTIF NET PART D			52 866 487,17		
NOMBRE DE PARTS D			1 563 624,00		
VALEUR LIQUIDATIVE D			33,81		
ACTIF NET PART I			5 251 828,67		
NOMBRE DE PARTS I			47,00		
VALEUR LIQUIDATIVE I			111 741,04		
ACTIF NET PART P			49 782 327,16		
NOMBRE DE PARTS P			1 207 946,00		
VALEUR LIQUIDATIVE P			41,21		